

Mettre à profit la biodiversité pour contrôler les ravageurs



➤ La zone humide offre un habitat et une source de nourriture à une grande diversité d'espèce. La fauche annuelle des joncs est avalorisée en paillage pour l'élevage de l'exploitation.

La biodiversité est souvent considérée comme une notion abstraite à l'usage des naturalistes. Avec l'avancée des connaissances, la prise en compte de la biodiversité s'avère compatible avec une agriculture productive mais contribue également à la production en favorisant notamment la régulation des ravageurs. Une étude réalisée à Scaër (Finistère) livre quelques pistes.

Au sein des parcelles cultivées, la biodiversité est le plus souvent limitée. Pour les insectes et acariens, elle le sera d'autant plus que des traitements insecticides sont appliqués en systématique. À l'inverse, le parcellaire d'une exploitation comporte également des zones sur lesquelles les interventions sont limitées voire inexistantes, que ces espaces aient ou non une vocation de production agricole : ce sont les haies, les talus,

les bandes enherbées, les bandes fleuries, les bosquets, les prairies et les zones humides. Du point de vue environnemental, ces zones constituent des "milieux semis naturels" (ou "surfaces d'intérêt écologique") qui offrent un habitat et une source de nourriture à de nombreuses espèces. Mais ces espaces présentent aussi plusieurs intérêts pour la production agricole. Le bénéfice des haies en termes de

coupe-vent, de limitation de l'évapotranspiration ou d'abris pour le bétail est depuis longtemps largement reconnu. De plus, la diversité biologique que les haies recèlent, contribue à la régulation naturelle des ravageurs, car elles abritent des ennemis naturels de ces ravageurs. C'est le cas des microguêpes qui peuvent contrôler efficacement des pucerons, ou des carabes qui participent à la régulation des limaces, chenilles ou charançons. De plus, cette fonction de contrôle peut être renforcée si les différents espaces semis-naturels sont rapprochés et connectés entre eux : cela facilite les déplacements d'une parcelle à l'autre. On parle ainsi de continuités écologiques sur un territoire ①. Elles résultent de la combinaison de ces espaces semi-naturels, composés de véritables "réservoirs de biodiversité" et de "corridors écologiques" qui les relient. Les corridors seront d'une part, des espaces linéaires comme les haies ou les bandes enherbées et d'autre part, des zones cultivées d'une largeur qui peut être traversée par les auxiliaires entre deux réservoirs (70 m pour les carabes par exemple).

Un territoire riche en réservoirs de biodiversité

Sous la direction de Sylvie Guet et d'Isabelle Senegas, chargées d'étude biodiversité à la chambre régionale d'Agriculture de Bretagne, Jeanne Lize, stagiaire en génie de l'environnement à l'Université de Bretagne Occidentale (Brest) a réalisé un diagnostic des corridors écologiques et des pratiques agricoles sur un secteur de la commune de Scaër dans le Finistère. Pour cela, sur un ensemble groupé de parcelles agricoles exploitées par deux membres d'un groupe 30 000 Emergence, Pierre Sinquin et Alain Derrien, elle a d'abord effectué le repérage des éléments semi-naturels.

Cette étude qui a été présentée aux agriculteurs du groupe au mois de mai dernier, montre tout d'abord que ce territoire est très riche en réservoirs de biodiversité et que ces

espaces sont reliés efficacement entre eux ②. Ainsi, le linéaire de haies est important avec 179 mètres par hectare (m/ha) contre 155 m/ha en moyenne pour le Finistère et 110 m/ha pour l'ensemble de la Bretagne. De même, la surface de prairies représente 73,6 % des surfaces contre 23,6 % pour le Finistère et 24,3 % pour l'ensemble de la Bretagne, la surface des zones humides 13,7 % contre respectivement 1,6 % et 1,5. Enfin, avec 75 % de parcelles de moins de 5 ha et 96 % de parcelles de moins de 8 ha, la taille du parcellaire est elle aussi considérée comme favorable à la biodiversité.

Diagnostic des pratiques agricoles

Il en résulte que le territoire étudié est très favorable au développement et à l'activité de nombreuses espèces, notamment aux auxiliaires des cultures et par conséquent à une régulation naturelle efficace. Pour comprendre si ce capital est bien valorisé, il est nécessaire d'examiner les pratiques agricoles utilisées pour l'entretien de ces habitats et la conduite des cultures. De ce point de vue, plusieurs pratiques positives ont pu être recensées sur la zone :

- Un recours limité aux produits phytosanitaires sur les cultures avec des IFT (indices de fréquences de traitement) nettement inférieurs à la moyenne régionale pour un agriculteur et légèrement supérieure pour le second ;
 - Une utilisation très faible de ces produits sur les bords de champs ;
 - Des bandes maintenues en herbe sur 50 cm à 1 m à la base des haies permettant de préserver un ourlet herbacé, mais également de ménager le matériel de la Cuma ;
 - Des haies majoritairement bien entretenues avec une grande diversité d'essences.
- Quelques pratiques se sont avérées perfectibles du point de vue de leur impact sur la biodiversité :
- Un recours au lamier localement trop important : mal utilisé, cet outil peut occasionner des blessures aux

arbres qui ouvrent la porte à des maladies ;

- Certaines haies fortement dégradées suite à un entretien défaillant ;
 - Des zones humides peu ou pas entretenues qui se ferment.
- De ce point de vue, un équilibre est à trouver pour l'entretien de ces zones semi-naturelles, entre l'optimisation de leur capacité de régulation d'une part, le coût et le temps de travail nécessaires pour leur entretien d'autre part. Cela peut passer par exemple par la souscription de contrats MAEC ou PSE.

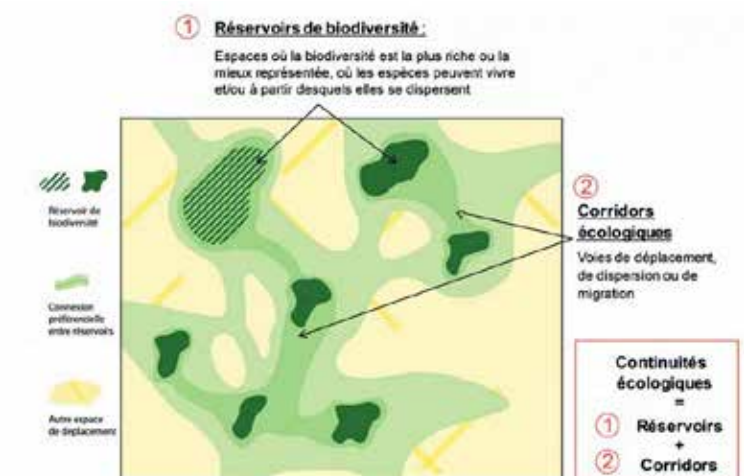
Jeanne Lize - UBO

Stagiaire génie de l'Environnement

Olivier Laborde-Debat

Chambre d'agriculture de Bretagne

① ➔ La notion de "continuité écologique"



② ➔ Cartographie montrant la connexion entre les habitats semis naturels sur le territoire étudié



Explorer de nouvelles méthodes de contrôle en grandes cultures

Les mécanismes de régulation par l'action des auxiliaires sont encore peu nombreux à être mis à profit en grandes cultures. À un moment où de nombreux produits techniquement efficaces sont condamnés par l'apparition de résistances et que d'autres produits sont interdits du fait de leur forte nocivité pour la santé et l'environnement, il est nécessaire de s'ouvrir à de nouvelles méthodes de contrôle. Face à de tels enjeux, aucune piste en effet, ne peut être négligée qu'il s'agisse de mise au point de nouvelles matières actives moins impactantes pour la santé et l'environnement, de produits de biocontrôle et de substances de base ou de mécanismes de régulation naturelle.